

LDKエル・ディー・ケー

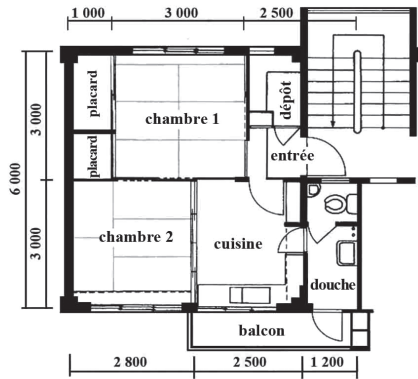
Dans toutes les annonces des agences immobilières au Japon, on trouve des notices avec le sigle « *LDK* », « *DK* » ou « *K* », précédé d'un chiffre, comme « *3LDK* ». Selon la terminologie japonaise anglicisée, *L* signifie « *Living room* (salle à manger) », *DK* « *Dining Kitchen* (cuisine) », et *K* « *Kitchen* (kitchenette) »; le chiffre en tête indique le nombre des chambres. Ce sigle précise la « distribution des pièces (d'un logement) », *madori* 間取. Ainsi, *3LDK* désigne un logement composé de 3 chambres, d'une salle à manger et d'une cuisine.

L'appellation fut proposée par Yoshitake Yasumi 吉武泰水, professeur d'architecture à l'Université de Tokyo en 1951. A l'époque, face à la croissance démographique et à l'exode rural, le gouvernement Yoshida (1948-1954) voulait développer une nouvelle politique de logement et demanda au professeur Yoshitake de concevoir un prototype d'appartement comme les HLM destinées aux jeunes couples installés dans les grandes agglomérations formant des familles nucléaires. Il proposa trois modèles (nommées 51A, 51B, et 53C), chacun composé de deux chambres (une pour les parents et une pour les enfants) et d'une « cuisine », *kicchin* キッチン. Afin de caractériser ses modèles, il inventa le terme « *DK* », qu'il utilisa comme base de référence : son modèle était le *2DK*.

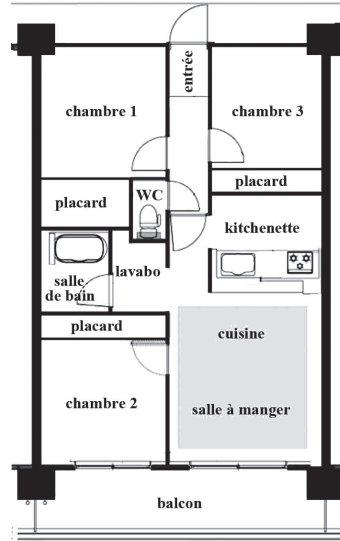
L'idée principale du modèle *DK* était de distinguer « l'espace pour la prise des repas de l'espace où dormir » *shokushin bunri* 食寝分離 et de séparer la chambre des parents et celle des enfants. L'idée de cette séparation fonctionnelle de l'espace provenait des enquêtes de Nishiyama Uzō 西山卯三 réalisées auprès des classes ouvrières dans les années 1930. Son objectif était de rationaliser et de moderniser l'usage des espaces domestiques contrairement à la multifonctionnalité des maisons traditionnelles considérées comme représentatives de la féodalité.

Ce modèle, économiquement réalisable et industriellement standardisé, répondait à une demande de masse, et devint ainsi la référence du logement urbain. Il s'est répandu dans les plans publics des HLM et des Villes Nouvelles comme Senri New Town 千里ニュータウン au nord d'Osaka. Dans les années 1970, une salle à manger, « *L* », fut ajoutée afin que la famille puisse se rassembler. Le modèle *DK* (*LDK*) a aussi servi, pendant les années 1960 et 1970, à concevoir l'idéal de la famille nucléaire pour la nouvelle génération qui était attirée par une vie saine et moderne à l'image des programmes TV américains diffusés au Japon.

De nos jours, la plupart des appartements ont un plan presque identique, calqué sur ce modèle, et l'appellation *LDK* permet d'imaginer aisément les modalités de la résidence ; l'espace disponible, la composition des pièces, la vie familiale, et le prix. Mais les modèles *LDK* posent problème, du fait de leur manque de plasticité pour l'usage de l'espace ; ils s'adaptent difficilement aux différentes configurations familiales causées par le vieillissement, la décroissance démographique et la diversification des familles. Ce modèle est aussi accusé d'avoir provoqué l'isolement des membres de la famille dans leurs chambres. Cependant, l'appellation *LDK* n'est pas menacée malgré l'effort des architectes à proposer d'autres prototypes.



Plan 2DK du modèle 51C conçu par le Pr. Yoshitake.



Plan typique d'un logement 3LDK aujourd'hui : dessin par Miura.

Bibliographie

- Ueno Chizuko 上野千鶴子, 2003, *Kazoku o iveru hako, kazoku o koeru hako* 家族を容れるハコ、家族を越えるハコ (Boîte pour y mettre la famille, boîte qui dépasse la famille), Tokyo : Heibonsha.
- Waswo, Ann, 2002, *Housing in Postwar Japan : A Social History*, London: Routledge Curzon.
- Izuhara Misa, 2002, *Family Change and Housing in Post-War Japanese Society*, Ashgate.

Shūgō-Jūtaku 集合住宅 : habitations collectives

À l'époque d'Edo (1603-1868), dans la capitale, les citadins vivaient dans des habitats collectifs en longueur », *nagaya* 長屋. Les résidents d'une *nagaya* formaient une communauté. Certaines *nagaya* ont perduré jusqu'à nos jours. L'idée moderne de l'habitation collective apparaît à l'ère Taishō (1912-1926) ; les grands industriels avaient besoin d'habitations ouvrières, et les administrations des grandes villes voulaient développer une politique sociale, face à l'urbanisation grandissante avec des habitations collectives inspirées des idées de l'urbanisme européen comme celui de la Garden City.

Les premières habitations collectives en « béton », *konkurīto* コンクリート, furent réalisées sur l'île de Hashima 端島 à Nagasaki en 1916. On surnomma cette île, l'île du cuirassé « Gunkan-jima » parce que sa silhouette avec ses habitations ressemblait à un bateau de guerre. Cette île qui abritait une mine de houille, hébergeait des mineurs et leurs familles, et formait une petite communauté, jusqu'à la fermeture



Hashima (Gunkan-jima, Nagasaki) : photo Wikipédia, 2009.

de la mine en 1974.

A Tokyo, après le grand séisme du Kantō en 1923 qui a détruit les maisons en bois notamment dans les quartiers de la « ville basse », *shita-machi*, Gotō Shinpei 後藤新平, le ministre de l'intérieur du gouvernement Yamamoto (sept. 1923 - janv. 1924) dressa un plan de restauration de la capitale, tout en suivant l'esprit des travaux haussmanniens de Paris. Dans le cadre de ce plan, le gouvernement Kiyoura (janv. 1924 - juin 1924) fonda l'organisation Dōjunkai 同潤会 en 1924. La mission de cette organisation était de fournir des logements de bonne qualité à la classe moyenne et d'assainir les quartiers insalubres. Elle a construit seize « habitations collectives », *apāto* アパート, entre 1926 et 1934, toutes dotées d'une idée sociale progressiste de créer un espace commun pour promouvoir une sociabilité comparable à celle des villages traditionnels, tout en se voulant moderne. Cependant, comme les habitations en béton n'étaient pas rentables, l'organisation Dōjunkai cessa d'en construire en 1934.

Après la seconde guerre mondiale, les soldats japonais rentrèrent au pays et composèrent de nouvelles familles. Lors de cette croissance démographique, le gouvernement Hatoyama (1954-1956) mit en place une nouvelle politique de résidence et fonda en 1955 la « Société Japonaise des Logements », Nihon Jūtaku Kōdan 日本住宅公団. Ce projet était essentiellement économique et industriel, et l'aspect social était quant à lui relégué au second plan (fournir des appartements de bonne qualité caractérisés par le modèle *LDK* et favoriser les familles nucléaires). Par conséquent, le pays a assisté à un développement frénétique d'habitations collectives, appelées *danchi* 団地, et de Nouvelles Villes virent le jour dans la banlieue des grandes agglomérations, dont Senri New Town 千里ニュータウン (nord d'Osaka) et Tama New Town 多摩ニュータウン (ouest de Tokyo) furent des exemples typiques. Les grandes habitations collectives sont appelées, depuis les années 1970, selon la terminologie japonaise anglicisée, *manshon* マンション.

Pourtant, la vie sociale ne s'y est pas développée au même rythme. Le caractère géométrique de ces habitations collectives sans sociabilité donne une impression inhumaine (ou bien, une utopie ratée), surtout quand les habitants ont vieilli et que les enfants s'en sont allés. La réfection des bâtiments au bout de 30 ou 40 ans est inévitable, mais à cause du manque de sociabilité et de consentement entre les habitants, parfois les travaux sont difficilement effectués. Face à cette situation, certains architectes, tels Yamamoto Riken 山本理顕, cherchent à proposer des appartements permettant la sociabilité du voisinage, mais l'idée des architectes n'est pas toujours acceptée par les habitants. De même, il existe des initiatives pour promouvoir un habitat convivial en formant des coopératives, pour permettre aux habitants de réaliser ensemble le plan des *kōporatibu hausu* コーポラティブ・ハウス (habitations collectives et coopératives). Mais la tentative reste encore partielle.



Maison collective de Dōjunkai à Ueno-shita, bâtie en 1929 (Tokyo) : photo par Miura, 2012.



Tama New Town, la plus grande ville nouvelle du Japon (Tokyo), dont le projet commença en 1965 : photo par Miura, 2012.

Bibliographie

- Bourdier, Marc, 1992, *Dōjunkai Apāto Genkei* 同潤会アパート原景 (Caractères originaux des habitations collectives de Dōjunkai), Tokyo: Sumai-no-Toshokan Shuppankyoku.
- Waswo, Ann, 2002, *Housing in Postwar Japan: A Social History*, London: Routledge Curzon.
- Izuhara Misa, 2002, *Family Change and Housing in Post-War Japanese Society*, Ashgate.

Gomi ごみ : traitement des déchets et des ordures

On ne connaît pas exactement l'origine étymologique du mot *gomi* ごみ. Le mot apparut dans le *Heike monogatari* 平家物語, rédigé au début de l'époque Kamakura (1185-1333), désignant de la boue, contenant probablement des feuilles tombées, entassées dans les fossés des rizières. Rejetées dans la rizière ou brûlées, les feuilles retournaient à la terre et nourrissaient la végétation. Même aujourd'hui, dans certains dialectes (par exemple, à Nagano), le mot *gomi* garde cet acception désignant des feuilles tombées. A l'époque d'Edo (1603-1868) où ce mot en vint à désigner les déchets, la capitale ne produisait guère de déchets. Un habit neuf était toujours réparé et recyclé. Une fois usé, l'habit se coupait en morceaux et servait à la réparation d'autres habits. De même, les paysans voisins venaient à la ville acheter les excréments des citadins pour en faire du fumier qu'ils utilisaient pour leurs rizières. Ils ramassaient aussi des feuilles dans les sous-bois pour en faire du fumier. Ainsi, les déchets et les ordures étaient recyclés et participaient du cycle écologique des matières organiques.

Avec l'industrialisation, qui commença à l'ère Meiji (1868-1912) et se développa surtout à partir des années 1950, la situation changea, car la production massive des matières non-dégradables et/ou polluantes demandait un traitement particulier. Pourtant, la plupart des populations restaient insensibles au problème du traitement de ces matières, et on continuait à en rejeter dans les forêts, les rivières ou la mer sans se soucier des conséquences pour l'environnement.

Le problème des déchets s'affirma de plus en plus durant les années 1950 et 1960, et causa de graves problèmes de santé publique comme la maladie de Minamata. La « guerre des déchets à Tokyo », *Tokyo gomi sensō*, caractérise cette période. Face à l'abondance des déchets, la ville de Tokyo proposa, en 1957, de construire une nouvelle décharge dans l'arrondissement de Kōtō pour créer des îles artificielles telles « l'île de rêve » Yumeno-shima. De nouveau, en 1971 devant la quantité excédentaire des déchets, l'arrondissement de Kōtō demanda aux autres arrondissements de la Ville de Tokyo de construire des usines de traitement dans chaque arrondissement, sous peine de refuser de traiter leurs déchets. Mais, les habitants de l'arrondissement Suginami refusèrent la construction d'une usine dans leur quartier. L'antagonisme entre les deux arrondissements, parfois violent, a dû se régler par l'arbitrage de la justice en 1974.

Le problème du traitement des déchets s'aggrave durant les années 1980 et 1990. Aidé parfois des *bōryoku-dan* (ou *yakuza*), les déchets étaient rejetés illégalement dans les montagnes ou sur les côtes désertées. Le cas le plus scandaleux fut celui de l'île de Teshima 豊島, une petite île à Kagawa, dans la mer de Setouchi, où l'on découvrit en 1990 qu'elle était couverte de 700.000 tonnes de déchets illégaux, rejetés depuis 1975. Ici se pose la question du poids

économique des différentes régions : une région ayant des revenus faibles se trouve dans l'obligation d'accepter les déchets des autres.

Depuis les années 1990, pour faire face au problème de la pollution et de la multiplication du volume des déchets, les municipalités cherchent à parfaire un système de « 3R » (Recyclage, Réutilisation, et Réduction) des déchets, en référence aux pratiques allemandes. Ainsi, les habitants bien informés pratiquent le tri sélectif des déchets et des ordures. Cependant cette pratique est très variable d'une municipalité à l'autre. Après le grand séisme de Tōhoku et la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011, un nouveau problème est apparu : comment se débarrasser des débris gigantesques échoués sur les côtes de Tōhoku et des déchets radioactifs de Fukushima ?



Station des ordures ménagères pour le ramassage municipal à tri sélectionné (Tokyo) : photo par Miura, 2012.

Bibliographie

- Aublant, Jean-Marc, 1992, *La protection de l'environnement au Japon : politique en matière de protection de l'environnement, certification des produits, élimination et recyclage des déchets*, Paris : Laboratoire national d'essais.
- Iijima Nobuko 飯島伸子, 2000, *Kankyō mondai no shakai-shi 環境問題の社会史* (Histoire sociale des problèmes environnementaux), Tokyo : Yūhikaku.
- Iijima Nobuko 飯島伸子, 2001, *Haikibutsu mondai no kankyō-shakaigaku teki kenkyū 廃棄物問題の環境社会学的研究* (Etudes de sociologie de l'environnement du problème des déchets), Tokyo : Toritsu Daigaku Shuppanyoku.